

Représentations et enjeux socio-territoriaux d'un quartier périurbain en transformations

Recherche dans le quartier du Vélodrome
(Plan-les-Ouates, GE)

Rapport final

Armelle Weil, Iulia Hasdeu, Arnaud Frauenfelder, Monica Battaglini

Table des matières

1. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA RECHERCHE	4
2. NOTE MÉTHODOLOGIQUE	6
3. DE LA ZONE AGRICOLE À L'URBAIN	8
4. ANALYSE DES RÉSULTATS DE L'ENQUÊTE	11
4.1. « <i>Le village est devenu ville</i> » : <i>urbanisation et appartenance au territoire</i>	11
4.2. « <i>Les enfants sont devenus grands</i> » : <i>Encadrer ou laisser vivre « la jeunesse »</i>	17
4.3. <i>Faire vivre le quartier. Accomplissements et limites de la participation</i>	21
4.4. <i>Appréhension du futur – la ville en expansion : qu'est-ce qu'un « bon quartier » ?</i>	26
5. DÉFIS ET ENJEUX DU « BIEN VIVRE ENSEMBLE » : ANALYSE TRANSVERSALE	27
BIBLIOGRAPHIE	30
ANNEXE	31

RÉSUMÉ

Sous mandat de la commune, entre juin 2021 et mai 2022, notre équipe de recherche basée à la Haute École de Travail Social de Genève a entrepris une enquête qualitative, fondée sur la méthode ethnographique dans le quartier du Vélodrome à Plan-les-Ouates. Les résultats montrent qu'on n'identifie pas de « gros problème ». Les personnes rencontrées manifestent de la satisfaction et un attachement fort à leur quartier et à leur commune. Certaines craintes ou mécontentements ponctuels sont exprimés par quelques-unes de ces personnes. Les sens de leurs réflexions convergent vers trois enjeux principaux qui ouvrent parfois vers des perspectives dépassant le territoire du quartier au sens strict : revendiquer une « place du village » qui renforce l'appartenance ; créer/inventer/resignifier des espaces échappant à la régulation formelle ; favoriser la pluralité des formes de participation. Ces aspects, qui peuvent relever d'un pouvoir d'agir d'habitant·es peuvent également être vus comme des vecteurs de la gouvernance démocratique, à être intégrés dans les futurs programmes de gouvernance, plans d'action, projets urbanistiques etc.

1. Contexte et objectifs de la recherche

Suite à des transformations urbanistiques et démographiques dans la commune de Plan-les-Ouates (PIO), des habitant·es du Vélodrome ont manifesté auprès de leur représentant·es des inquiétudes liées au climat social et à l'utilisation des espaces collectifs de vie. Questionné·es dans un premier temps par la responsable du Service communal de l'action sociale et de la jeunesse, les actrices et acteurs institutionnels de PIO ne relèvent pas les mêmes constats. Soutenant ce point de vue, l'analyse des inégalités sociales du canton (CATI-Ge¹) montre que PIO et ses sous-secteurs ne se démarquent pas comme problématiques sur le plan de la sécurité. D'autres analyses quantitatives (sur les actes de violence en milieu scolaire² ou le Diagnostic local sécurité³), montrent que la petite et la moyenne délinquance sont en baisse chaque année, même si « les niveaux d'incivilités », en particulier des jeunes, évoluent depuis 2016 (violence verbale, bagarres, tensions avec des groupes de jeunes irrespectueux). Quelques incidents isolés ainsi que les représentations médiatiques de la violence des jeunes (e.g. *Temps présent* RTS, février 2021) participent certainement à la diffusion d'inquiétudes à ce propos. On note néanmoins que les habitant·es de PIO témoignent d'un faible sentiment d'insécurité (le plus faible des communes étudiées dans le DLS) et que la cohésion et le rapport avec la police est positif.

Il ressort donc un décalage entre certain·es habitant·es, qui identifient des « problèmes » et formulent des inquiétudes, et des données quantifiées qui ne pointent pas de « problème ». Afin d'analyser ces différences d'appréciation, de documenter les problématiques soulevées par les habitant·es et en vue de favoriser le dialogue, la Commune a mandaté la HETS Genève pour une étude qualitative. Deux enjeux sont soulevés :

- Le besoin de comprendre la construction du « problème », ainsi que la variation dans la définition du « problème », selon plusieurs groupes d'individus ;
- Le besoin d'agir face aux inquiétudes des habitant·es et d'améliorer le vivre ensemble

C'est à ces deux enjeux que la recherche présentée ici tente de répondre, sur la base d'une enquête ethnographique dans le quartier du Vélodrome. Plusieurs axes ont pu être identifiés : l'urbanisation, la jeunesse, la participation citoyenne et enfin le futur. Ces thématiques questionnent, au fond, ce que devrait être un « bon » quartier et une « bonne » vie : qu'est-ce que « la cohabitation », « le vivre

¹ Disponible ici : <https://www.ge.ch/actualite/rapport-2020-du-centre-analyse-territoriale-inegalites-geneve-cati-ge-16-01-2020>

² Disponible ici : <https://www.ge.ch/document/actes-violence-dans-etablissements-publics-genevois-enseignement-recenses-dans-signa-annee-scolaire-2020-2021>

³ Disponible ici : <https://www.ge.ch/document/diagnostic-local-securite-2020>

ensemble », « la diversité », ou encore « la cohésion sociale » ; comment trouver un équilibre entre sphère privée et ambiance de quartier, où se rencontrer, et grâce à quels outils, lieux ou enjeux ? Dans ce sens, notre recherche révèle que le quartier de Vélodrome apparaît comme un laboratoire d'urbanisme contemporain, qui intéresse en premier lieu la municipalité de Plan-les-Ouates dans la perspective de ses autres transformations qui commencent à voir le jour : le quartier de Sciers-La Chappelle et celui de Cherpines.

2. Note méthodologique

Notre travail s'apparente à l'ethnographie (Laplantine, 1996). Le caractère très informel et participatif de l'immersion ethnographique permet d'obtenir des données qualitatives beaucoup plus riches et plus subtiles que d'autres types d'enquête. Par le croisement de couches successives d'interprétation, on vise la dimension significative et non la représentativité des données par rapport à une population générale.

Dans cette approche méthodologique, il s'agit de tenir compte que les sources se présentent comme éclectiques, ambiguës, polymorphes, voire parfois contradictoires - c'est pourquoi nous partons du principe que « *l'enquête de terrain fait feu de tout bois* » (Olivier de Sardan, 1995:90) et qu'elle s'apparente moins à des procédures standardisées, qu'à des expérimentations et des improvisations (Becker & Faulkner, 2011), ainsi qu'à de la mise en œuvre de l'imagination sociologique (Wright Mills, 2007). Ensuite, au niveau de l'analyse ce qui nous a intéressé a été le sens que donnent les acteurs·trices du terrain aux aspects liés à leur vécu, à leur quotidien, à leurs représentations, etc. Comparée à d'autres méthodes, l'ethnographie s'inscrit ainsi dans une temporalité relativement plus longue et plus immersive.

Concrètement, nous avons privilégié l'entretien semi-dirigé et la conversation informelle, ainsi que l'observation (Beaud et Weber, 1998). La recherche de terrain s'est déroulée entre les mois de mai 2021 et mai 2022. Plusieurs phases d'enquête ont été planifiées, dans le quartier du Vélodrome et plus globalement la commune de Plan-le-Ouates. La pandémie de Covid-19 et les perturbations de la vie quotidienne qu'elle a créée ont eu un impact non négligeable sur la conduite de cette recherche, et nous souhaitons ici remercier la souplesse et la bienveillance dont tout·es nos interlocuteurs·trices ont fait preuve à notre égard.

La première phase d'enquête, exploratoire, a visé à déterminer les dynamiques socio-spatiales générales du quartier : identifier les lieux, les personnes et les thématiques pertinentes pour la recherche. Elle a consisté en des observations, des entretiens informels, des visites du quartier mais aussi une revue de la littérature « grise » (rapports de recherche, articles de presse) et de la documentation, entre autres, fournie par notre mandant. Cette étape immersive a également permis de signaler la présence des chercheur·es dans le quartier, et d'avoir des premiers contacts (ainsi qu'une visite) grâce aux intervenant·es du Service de l'action sociale et de la jeunesse de la commune qui ont soutenu activement tout le processus de la recherche et que nous tenons à remercier ici tout particulièrement.

Dans une deuxième phase, nous avons prolongé les observations de certains moments et lieux-clés dans la vie du quartier, et mené des entretiens individuels, visant un panachage des groupes impliqués dans la vie du Vélodrome. Il s'est agi de rencontrer des habitant·es, de l'ensemble du quartier, des intervenant·es socioculturelles, politiques et logistiques, tout en visant une variété générationnelle, d'occupation, de parcours résidentiel. Les observations de différents événements et les discussions informelles ont fait l'objet de prise de notes. Au total, nous avons rencontré 23 personnes et participé à 5 événements public du quartier. Des entretiens semi-directifs plus formels individuels avec 14 acteurs·trices clé ont été enregistrés et retranscrits. Deux entretiens de groupes ont également été enregistrés et retranscrits. Lorsque l'occasion s'est présentée, nous avons également fait recours à l'outil des cartes mentales (Lynch, 1960 ; Toureille, 2016), qui ont pour but de représenter visuellement un espace et son utilisation en termes subjectifs : où commence/se termine le quartier, quels sont ses éléments principaux, etc.

L'analyse des données (notes, observations, entretiens retranscrits, cartes mentales) s'est effectuée en plusieurs étapes nécessitant de croiser le regard entre les différents membres de notre équipe, le texte ci-présent est l'aboutissement de ce processus.

En bref

La méthode ethnographique, au travers d'outils comme les entretiens semi-dirigés, l'observation, et l'analyse de documents ou archives, vise à comprendre les représentations des individus à propos d'une thématique et le sens qu'elles·ils donnent à leur quotidien. Dans la présente enquête, nous avons rencontré 23 personnes et mené 14 entretiens individuels ainsi que 2 entretiens de groupe. Nous avons récolté 10 cartes mentales du Vélodrome durant les entretiens. Nous avons participé à 5 événements de la vie de quartier, et avons réalisé plus généralement des observations du quotidien au Vélodrome.

3. De la zone agricole à l'urbain

A une époque où les villes sont jugées de plus en plus sur leur « attractivité » selon différents standards normatifs et labels de qualité (économiques, énergétiques, etc. voir Breviglieri 2013), force est de constater que le péri-urbain n'échappe plus à ces dynamiques réformatrices, ni à la densification qui lui va de pair (Desjardins, 2017). À ce propos, le quartier du Vélodrome est un cas exemplaire.

Le Vélodrome (espace cyclisme) voit le jour en 1922, sur une portion de la commune encore rurale, est démoli dans les années 1967-68, puis laissera sa place au cours des années 1980 à des habitations. Deux périodes marquent l'histoire topographique récente du quartier : le développement d'une zone villas au tournant des années 1980 (au nord de PLO village, surtout à l'est du chemin de la Mère-Voie). Puis, un renforcement de l'urbanisation du quartier sous différentes formes à partir des années 2000 : l'urbanisation pavillonnaire continue de se développer un peu durant la première décennie du 21^e siècle mais surtout on assiste, à l'ouest de la Mère-Voie, à la construction de structures d'habitat collectif, d'infrastructures scolaires, puis à partir des années 2010, d'animation socio-culturelle et de convivialité. S'inscrivant dans le cadre d'une transformation importante de la commune de PLO (54,3% des bâtiments et 44,6% des logements ont été construits entre 1971 et 2000⁴), ces aménagements urbains contribuent à une forte densification du quartier, évoquée déjà dans le plan directeur communal dans les années 1995-1996 (cf. annexe). Ces transformations d'envergure ne sont pas sans préfigurer à terme un changement dans le « statut » à venir de la commune, relève le conseil administratif en 2009 :

« En plus de 10 ans, le visage de la commune a fortement changé. Pour accompagner et cadrer cette évolution, le plan directeur communal, datant de 1996, outil légal indispensable aux projections futures, devait être révisé (...). Ce plan sera celui qui guidera les pas de notre commune dans son entrée au statut de ville. »⁵

Formellement, cette situation est atteinte en 2010, la commune de PLO passant de 8'841 habitant·es (en 2005) à 10'007 habitant·es⁶.

Un dernier moment de transformations est à noter dans l'histoire du Vélodrome : la construction et le réagencement d'infrastructures socioculturelles et culturelles. Si sur le plan confessionnel on peut noter l'ouverture du centre islamique *Dituria*, investi surtout par la communauté albanaise, sur le plan public, on remarque la rénovation de l'*Espace Vélodrome* (salle polyvalente) ainsi que la

⁴ DEEE, La commune de Plan-les-Ouates vue par le recensement, Département de l'économie, de l'emploi et des affaires extérieures / Etat de Genève, p. 3

⁵ Commune de Plan-les-Ouates, Préambule du Conseil administratif, Plan directeur communal, adopté par le Conseil municipal le 27 octobre 2009 et approuvé par le Conseil d'Etat le 23 novembre 2009, p. 7

⁶ Magnin J.-C. (2020), « Plan-les-Ouates, les 3 phases du développement économique, immobilier, industriel et... durable ? », in Collectif (eds.), « Racontez Plan-les-Ouates », Un livre écrit par les habitants de la commune sur une initiative du PDC de Plan-Les Ouates, 162-173.

création de *Champ Ravy* – un espace issu d’une démarche participative, inauguré en avril 2018 et qui sera pensé comme un lieu de « rencontre et de convivialité au cœur du quartier »⁷.

Le caractère urbanisé de la commune gagne en intensité dans un contexte où de nouveaux aménagements prennent vie cette échelle et même au niveau intercommunal. Les vues aériennes du quartier (voir page suivante) ainsi que des photographies que nous avons eu l’occasion de consulter dans l’archive personnelle d’une habitante (ci-dessous), mettent en lumière de manière saisissante le passage d’un espace essentiellement agricole encore au début des années 2000, à un quartier densifié 20 ans plus tard. La densification est accompagnée par une pluralisation de communautés ethno-culturelles, d’origines sociales, et de modalités de socialiser (Amos, 2012).



⁷ Champ Ravy, Bilan 2019-2020, Service de l’action sociale et de la jeunesse, Plan-les-ouates, p. 1.

1932



1972



1983



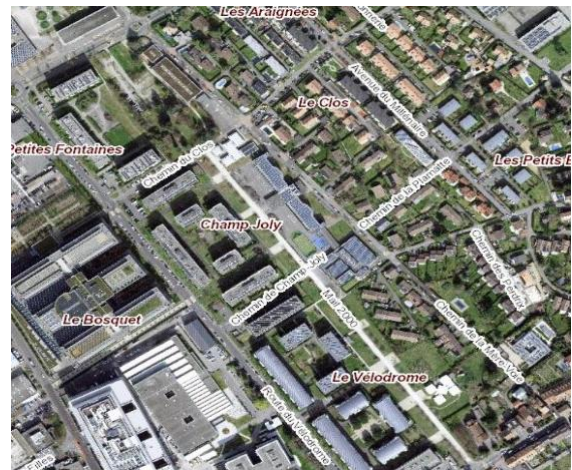
2001



2009



2020



Source : photo aérienne, SITG, Le territoire genevois à la carte

4. Analyse des résultats de l'enquête

4.1. « Le village est devenu ville » : urbanisation et appartenance au territoire

Les transformations du quartier datant des années 1980, décrites auparavant, sont soulevées autant par les habitant·es du Vélodrome que par les professionnel·les y travaillant. À noter que la satisfaction à propos du rapprochement de la Ville est relative ; l'arrivée d'une ligne de tram par exemple, qui pourrait dans d'autres quartier réjouir les habitant·es, est plutôt source de tension comme nous le verrons dans le sous-chapitre 4.4. Cela semble indiquer une certaine autonomie de la commune, voire du quartier, ainsi qu'un attachement encore fort à son identité villageoise, imaginée ou vécue auparavant.

Une partie des personnes rencontrées soulèvent tout d'abord le « choc » induit par la densification : « *Adieu champs, Bonjour béton !* », résume une habitante. Visuellement, le contraste est saisissant pour les « *ancien·nes* » qui avaient emménagé dans un « *village à la campagne* » entourés de champs et aux routes de terre, désormais devenu une « *extension de Genève* ». Également le bruit – celui des voitures ou d'une grande activité et présence humaine – marque ancien·nes et récentes habitant·es, venues à PIO en quête de paisibilité. Le Vélodrome particulièrement, qui a fait doubler la population de la commune, a dû être « *digéré* » par les plan-les-ouatien·nes ; l'aménagement du territoire suscite donc une certaine mélancolie de « *la verdure* », de la « *tranquillité de la campagne* », mais également une appréciation des dynamiques amenées par les nouvelles habitations et les services. Une personne rencontrée se rappelle par exemple les réactions diverses des habitant·es de la zone villa au début des années 2000, au moment de la construction de l'école :

« Les gens qui avaient des gamins ils disaient rien du tout. Pour eux, c'était magnifique, ils étaient à côté de l'école. Mais d'autres ont dit : Oula ! – ceux qui avaient des villas. Ils étaient pas contents parce qu'ils disaient : Ah, il va y avoir du bruit. Il va y avoir des gamins, pendant les récréations... ma réponse, tout le temps, je leur disais : Mais écoutez, avant de construire une école, quelle valeur avait votre villa ? 2 millions ? Maintenant 3... Et puis je leur disais : ne vous inquiétez pas pour la récréation et pis pour le bruit, y a la un police municipale qui va faire son travail. »

Outre en termes d'esthétique et de proximité avec la campagne, la densification de PIO, en général, et du Vélodrome en particulier, a amorcé des changements notables, concernant ses habitant·es, leur sentiment d'appartenance et l'organisation socio-spatiale de la commune.

D'une part, la densification depuis les années 1980 fait émerger un nouveau découpage des zones, et ainsi des affiliations de plus en plus fines. PIO bénéficie en effet d'une double perception de la part de ses habitant·es, à la fois globale (de leur commune) et sectorisée (par quartier). Ainsi, comme le dit la littérature, la notion de quartier, polysémique par définition, s'avère pour ses

habitant·es à la fois spatiale, sociale et politique (Authier et al., 2007). Tout en témoignant d'une forte identité en rapport avec la commune, les personnes interrogées relèvent qu'au fil des constructions, PIO devient « *plein de petits bouts* » assemblés, c'est-à-dire des quartiers relativement autonomes, eux-aussi bénéficiant d'une appartenance importante. Celles et ceux ayant déménagé à l'intérieur de PIO (de Vélodrome au village, par exemple) parlent d'une « *adaptation* », « *c'est comme si je changeais de ville, entièrement* » ; d'autres commentaires laissent entendre un attachement fort au Vélodrome, représenté comme une identité : « *le drame de ma fille, c'est d'habiter deux rues plus loin* », « *Aviateurs c'est pas chez nous... On connaît les gens, mais c'est pas... C'est pas à nous.* ».

« *Le Vélodrome, c'est comme ça, c'est comme si c'était un quartier à part, en fait, de Plan-les-Ouates. Et c'est vrai qu'on se mélangeait pas forcément avec les personnes qui restaient aux Aviateurs ou les jeunes des autres quartiers, en fait, de Plan-les-Ouates. Pis on restait vraiment qu'entre nous et on se connaissait tous.* »

L'identification à des espaces précis du territoire semble forte parmi les personnes rencontrées : le quartier ou une partie du quartier (l'école, son préau et l'espace Vélodrome), voire son immeuble. Ou encore, la sortie de son immeuble quand on sort les tables lors de la fête des voisin·es, ou bien la cage d'escalier remplie d'odeurs et de saveurs de cuisines ethniques diverses.

D'autre part la densification amène d'autres habitant·es : constitué auparavant de famille « *du cru* » ayant un mode de vie « *campagnard* », le Vélodrome est désormais un espace de rencontre pour une variété de « *types de populations* » aux habitudes différentes. Les jeunes familles des villes (« *bobos* » et personnes précarisées) ainsi que des familles immigrées de première ou deuxième génération qui y logent, des ouvrier·ères et le vaste personnel de la ZIPLO qui y travaillent, des adolescent·es, enfin des gens de la commune, d'autres quartiers de Genève ou même de France voisine – qui y « *traînent* » ... C'est le point où l'on observe que la plupart des personnes rencontrées refusent de parler de « *Suisses / Etranger-e-s* » aussi bien que des « *nationalités* », ce qui est particulièrement intéressant car cela laisse penser que l'appartenance commune affichée au territoire du quartier apparaît dans certains contextes d'énonciation comme plus forte à leurs yeux que ces distinctions. Cela justifie de penser, avec le sociologue français Jean-Noël Retière (2003), que leur « *capital d'autochtonie* » est une base forte de cette construction identitaire.

Frontières

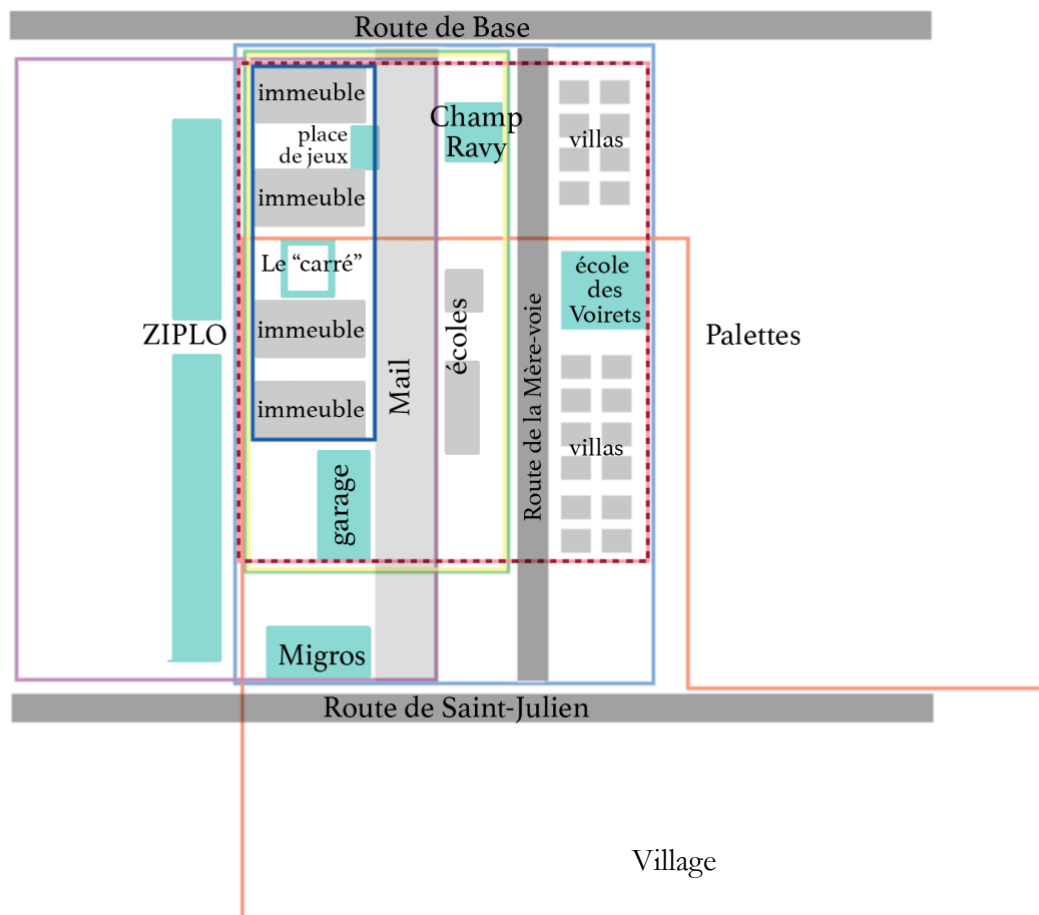
Ces modifications urbanistiques et démographiques ont engrangé un processus de territorialisation (Bulot 2004) c'est-à-dire un processus au cours duquel les habitant·es créent des « frontières ». Selon Thierry Bulot, sociolinguiste spécialisé dans les territoires urbains, un processus en trois étapes crée les frontières territoriales : la circonscription (identification subjective des limites), la définition (un discours est élaboré sur ces limites) et la production (les limites deviennent des frontières, mises en place physiquement et objectivement).

Plusieurs frontières sont identifiées par les personnes interrogées : « *il y a ceux du haut et ceux du bas* », « *les citadins et les anciens* », « *ceux des villas et ceux des immeubles* », les « *anciens, les nouveaux, et les vraiment nouveaux* ». Cette catégorisation ne date pas d'hier, à l'échelle de la commune, car selon une habitante de la « zone villas » arrivée en 1980, « *on te faisait bien ressentir quelle était ta place, dans les années 1980 à l'Église catholique par exemple, ou dans les fêtes de village, où les Anciens se mettaient d'un côté, les Nouveaux de l'autre* ».

Afin d'analyser ces frontières, toujours subjectives, des personnes rencontrées en entretien ont été invitées à produire sur une feuille de papier une « carte mentale » du Vélodrome. Le schéma ci-dessous représente la juxtaposition de toutes les cartes produites.

Visuellement, force est de constater que les délimitations du quartier sont très variables selon les répondant·es : au minimum le Vélodrome se limite aux constructions les plus récentes (les immeubles - encadré bleu foncé), au maximum il peut s'étendre jusqu'au village (encadré orange) ou contenir la ZIPLD (encadré mauve). Le territoire du quartier est donc variable selon la personne : par exemple pour une habitante, « *Vélodrome c'est avant tout une zone industrielle* » alors que pour un autre intervenant, le Vélodrome « *c'est un rectangle* » borné par la ZIPLD.

Chaque encadré de couleur représente les limites du Vélodrome pour une personne rencontrée. Les éléments en gris sont ceux mentionnés par toutes les personnes ayant réalisé une carte mentale, les éléments en turquoise sont ceux mentionnés uniquement par une partie des personnes.

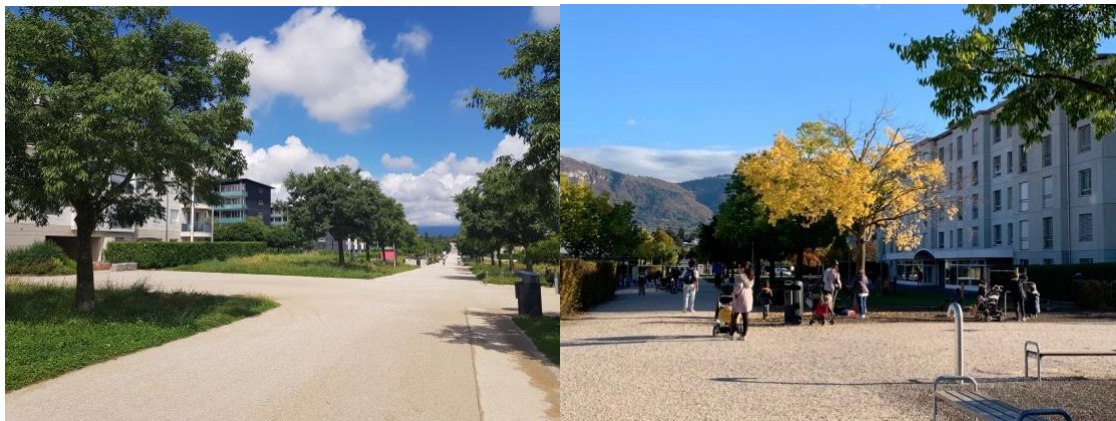


On remarque d'abord que l'imaginaire spatial est empreint d'un clivage organisé sur deux axes : la Mère-Voie qui *sépare* (les personnes ne se privent pas de gesticuler à ce propos) « la zone villas » de la « zone immeubles », ainsi que la route de Saint-Julien qui *sépare* le Vélodrome du « village ». Au point de dire qu'il ne « faut pas rêver, Plan-les-Ouates c'est le village : la mairie, Pré-du-Camp, tout ça... » ; que les Ancien·nes sont au village et les Nouveaux·elles au Vélodrome ; qu'il est nécessaire de traverser la route si on veut être assimilé·e à un·e véritable plan-les-ouatien·nes.

Soumise à la discussion de groupe, cette figure a été interprétée par un des participant·es comme « un sandwich », les routes principales étant considérées comme « coinçant » le quartier du Vélodrome qui apparaît ainsi comme détaché du reste de la commune, en particulier de son centre (Place des Aviateurs et Place du Village), puis constitué de tranches (ZIPLO ; immeubles ; Mail ; écoles ; Mère-Voie ; villas ; Voirets). Très significative, l'inclusion de l'espace Migros dans le quartier témoigne d'un fort besoin d'un point de repère, où l'on est inclus·e par le biais de la consommation commerciale : « on avait un tabac qui était à la Migros. Et puis c'était notre limite en fait ».

En revanche, le Mail et l'ensemble des bâtiments centraux (les écoles et Champ Ravy) *lient* les différentes parties et catégories d'habitant·es. Soulignons que l'école, Champ Ravy, et la Migros –

des lieux typiques d'intégration et de rencontre – ainsi que le fait que le Mail soit piéton, jouent leur rôle dans cette liaison. Si certain·es habitant·es trouvent le Mail parfois « *impersonnel* » ou manquant de « *convivialité* », il est toutefois identifié comme un espace de rassemblement et d'activités : les très récents jardins potagers participatifs, l'espace de jeux pour enfants, les espaces des centres aérés ou estivaux (comme Plo-Plage), les stands pendant les fêtes, les vide-greniers « le mail est à vous », etc. En s'y déplaçant, le Mail est ainsi une liaison : on circule en vélo, on fait passer les convois d'élèves à pied, on y promène son chien, et qui plus est, l'espace est adapté aux personnes à mobilité réduite, ce qui n'est pas toujours le cas à PIO, comme une personne en chaise roulante a pu nous faire part.



Sans pour autant créer des conflits, cette structuration de l'espace local produit donc des distinctions entre les personnes, les lieux, les manières de vivre, et cristallise des différences parfois minimes entre les habitant·es d'un même espace social. Par exemple, ce que plusieurs ancien·nes de PIO notent est l'adaptation nécessaire face à des comportements jugés « *normaux en ville* » (comme faire du bruit le soir), mais peu communs pour PIO: faute d'y être habitué·es, les habitant·es historiques sont « *assez réactives* » à ces nouvelles manières de vivre. À ce titre, l'usage de l'espace public et le bruit sont deux critères de distinction, parfois de « *crispation* », saillants. Face aux pratiques dites « *villageoises* » et plus tard des « *gens des villas* », qui consistent à vivre principalement dans « son » espace (sa maison, son jardin), les populations « *des villes* » usent davantage de l'espace public. Bancs, entrées des immeubles, préau de l'école, voire « *la rue* », ces lieux auparavant de passage sont utilisés comme lieux de rencontre, de vie – et donc de bruit. Ce dernier est le sujet d'inconforts, voire de « *nuisances* », selon les entretiens. Deux « *points chauds* » ressortent – l'Agora avec son terrain multisports après les horaires scolaires et la salle des fêtes de l'Espace Vélodrome, louée par des privés – ils atteignent en particulier les personnes logeant dans les immeubles, en face, lors d'événements ponctuels.

(In)Sécurité

Nous pouvons dire avec le sociologue français Robert Castel (2003) que nous vivons actuellement, en Europe occidentale, dans des sociétés parmi les plus sûres qui aient jamais existé. Nos sociétés sont hautement pacifiées : par tout un système de protection sociale, par le monopole d'Etat de la violence physique légitime. Ces sociétés ont affranchi les individus de la peur de vivre au jour le jour, à la merci du moindre accident de parcours. Pourtant, les systèmes de sécurisation qui sont des constructions complexes et fragiles (confrontés à un mouvement d'ébranlement actuellement) portent en eux-mêmes le risque de faillir à leur tâche et de décevoir les attentes qui les ont fait naître. Ceci pour deux raisons : d'une part, parce qu'ils ne peuvent jamais être complètement accomplis (la sécurité totale n'existe pas, comme le souligne la critique récurrente du « risque zéro ») ; d'autre part, car leur réussite fait émerger de nouveaux risques (voir comme exemple l'extension sémantique de la notion de délinquance à celle d'incivilité). Ainsi, paradoxalement, « la recherche des protections créerait elle-même de l'insécurité » (Castel, 2003 : 6). Le sentiment d'insécurité reflète selon la perspective de Castel un décalage entre une attente socialement construite de protection, et les capacités effectives d'une société donnée à la mettre en œuvre. La baisse du seuil de tolérance collective à l'insécurité a un effet direct sur l'encadrement (voire le contrôle) des professionnel·ls eux·elles-mêmes dans l'exercice de leur fonction.

Il s'agit néanmoins selon les personnes interrogées de « *nuisances à ne pas amalgamer avec insécurité* ». Nos résultats rejoignent ici ceux du Diagnostic Local de Sécurité (2016 et 2020) ainsi que les données de la police municipale commentées par les différent·es professionnel·les rencontrés : les habitant·es de la commune témoignent d'un fort sentiment de sécurité, d'un faible report d'incivilités, et la principale atteinte à la qualité de vie concerne le bruit⁸.

Sur ce point à nouveau, on remarque des « *sensibilités différentes* », qui sont à relier à la trajectoire résidentielle des habitant·es, à des critères socio-démographiques⁹, ainsi qu'à des attentes subjectives de ce qu'est une « bonne » qualité de vie (et pourrait-on dire de son). Ainsi d'ancien·nes citadin·es estiment que le niveau sonore global est « *plus que correct* » et démontre une certaine « *convivialité* » tandis que des habitant·es historiques perçoivent au contraire que la « *tranquillité nocturne* » s'est péjorée et que des mesures pour la « *retrouver* » sont nécessaires. Il s'agit donc bien d'un difficile équilibre à trouver entre un quartier « *vivant* », « *convivial* », mais qui reste également « *calme* » et respectueux des attentes de chacun·e – des attentes qui sont variables, comme nous le verrons par la suite.

⁸ Cela n'est pas à minimiser : au sein des critères péjorant la qualité de vie en ville, les « nuisances sonores » sont parmi les plus importantes, et cela à l'échelle mondiale. Voir le dossier « La ville, le bruit et le son », *Géocarrefour* 78/2 (2003).

⁹ Comme le montrent Cartier et al (2008), les tensions autour du bruit sont aussi traversées par des différences démographiques (couples avec enfants, personnes retraitées, etc.)

4.2. « Les enfants sont devenus grands » : Encadrer ou laisser vivre « la jeunesse »

Dans l'économie générale d'un quartier, « la jeunesse » attire systématiquement l'attention et semble catalyser des émotions variables : inquiétudes pour le futur, agacement lié à leur présence trop audible ou visible, enthousiasme pour leurs projets, leur créativité, leur dynamisme. De manière récurrente, les personnes interrogées signalent que les petit·es des familles ayant emménagé dans la commune il y a quelques années sont désormais « *devenus grand·e.s* » ; le Vélodrome qui comptait principalement des enfants en bas âge comporte désormais sa cohorte de « *vrais jeunes* ». Ces « *vrais jeunes* », et en particulier les jeunes hommes, font l'objet d'un discours lié au risque : ils sont « *à risque de...* » déranger, devenir dangereux·se ou être en danger (sic !). Ce discours est intéressant en ce qu'il signale que dans le quartier, la jeunesse *n'est aujourd'hui pas problématique* – elle n'est pas dérangeante, dangereuse ou en danger – ce qui a été mis en lumière d'ailleurs par les équipes de travail de proximité (police municipale, TSHM, l'animation socio-culturelle) et le diagnostic de sécurité. Toutefois, les « jeunes » du quartier font l'objet d'une certaine attention publique, qu'il s'agisse de discours tenus à leur propos ou de rencontres interprofessionnelles.

Quelques situations, fait divers au départ, deviennent « *inquiétantes* » parce qu'elles contrastent avec cet environnement. Cependant, ces situations semblent individuelles ou ponctuelles, et relèvent davantage de l'exception « *dramatique* » que d'un problème structurel et systémique. Cela n'empêche pas que « *les gens aiment se faire peur* » et que ces drames peuvent faire naître « *de manière cyclique un sentiment d'insécurité* », surtout lorsqu'une grande proportion du quartier « *entre dans l'adolescence* » après une période difficile comme celle que nous venons de vivre (le confinement lié à la pandémie de Covid19). La possibilité de « *débordements* » ou de « *problèmes* » liés à l'adolescence est néanmoins présente dans l'imaginaire des habitant·es ; cela est d'ailleurs une constatation globale dans nos sociétés (voir les travaux de Laurent Muchielli et François Dubet).

Les comportements qui « dérangent » ou sont « à risque de déranger » se déroulent dans l'espace public : écouter de la musique, faire la fête, voire commettre des petits actes de vandalisme. On sait combien ces comportements sont liés aux ressources matérielles et culturelles dont les jeunes disposent, et combien également ils sont liés aux sociabilités juvéniles masculines (voir les travaux de Isabelle Clair et Isabelle Coutant). D'une part, les intervenant·es évoquent que les jeunes logeant dans les villas sont moins friand·es des activités proposées et passent plus de temps dans l'espace privé (notamment les jardins) ou dans des loisirs orientés et payants (cours privés artistiques ou sportifs). On remarque une certaine stratification sociale, ce que les jeunes confirment en partie, « *trainant* » majoritairement avec des pair·es de leur propre « *sous-quartier* » (« *Aviateurs* », « *zone villas* », « *immeubles* »). Il n'en demeure pas moins que la mixité sociale induite par l'école, au centre

du quartier du Vélodrome, est vue comme très positive car elle permet une certaine porosité entre milieux économiques et socioculturels différents. Si tout le monde ne « *traîne* » pas ensemble, cela n'empêche pas que « *tout le monde se connaît* », et que l'appartenance à une classe sociale ne semble pas, pour l'œil extérieur du moins, structurante pour la jeunesse de la commune. A ce propos, il est emblématique le fait de se définir par le code postal (1228) quand il s'agit de se confronter à des jeunes « d'ailleurs » (Carouge, Lancy), comme le remarquent certains travailleurs et travailleuses sociales à propos des attitudes des jeunes qu'elles·ils côtoient.

Le parking souterrain

La période de la pandémie a été marquée par l'investissement du parking souterrain du Mail par des groupes de jeunes. Cette pratique a été relevée par beaucoup des personnes rencontrées, et a interpellé aussi bien les habitant·es que les intervenant·es du quartier. Plusieurs problématiques étaient saillantes : des vols et déprédations sur les véhicules, une présence très forte de jeunes extérieurs au quartier, des tags, des nuisances sonores et la présence de déchets. Notons que les parkings, en tant qu'espaces interstitiels échappant au contrôle, engendrent fréquemment ce type de problèmes (voir Lefrançois, 2014). Suite à une pétition initiée par une habitant·e, des caméras de sécurité ont été placées en juin 2021 dans le parking, à des fins de dissuasion et de contrôle au cas où des délits se reproduiraient. Il semble que depuis la pose de ces caméras, le parking en tant que tel ne soit plus le théâtre de rencontres, vols ou même « rodéos ». Cependant une petite pièce bétonnée, entre le parking et les immeubles, continue d'être utilisée par des adolescent·es (tags, mégots de cigarettes, odeurs dérangeantes).

Ce qu'on remarque est donc que la réponse sécuritaire (mise en place de caméras) dans cette zone a permis de remédier aux inquiétudes des habitant·es gêné·es. Cette réponse néanmoins ne permet pas de régler le problème sociospatial – le lieu de rencontre des jeunes – et on peut s'attendre à ce que, comme le soulevait un intervenant, avec une solution sécuritaire « *on ne fait que déplacer le problème* ». Cela renforce l'hypothèse du besoin d'un lieu « à soi », informel, pour les jeunes du quartier.



D'autre part, à l'instar de la majorité des études sociologiques, on note que les filles sont bien moins présentes dans l'espace public et dans les activités collectives : « *c'est un défi d'attirer les filles* ». Plusieurs pistes peuvent expliquer ce phénomène, notamment le plus grand contrôle social envers les jeunes femmes (sur leurs heures de sortie, sur la dangerosité de « la rue », sur le suivi scolaire)¹⁰. De plus la différenciation sexuée est, aujourd'hui encore, structurante durant l'adolescence ; les manières de « devenir une femme » et « devenir un homme » sont perçues comme devant être différentes, ce qui est en partie reproduit dans les activités proposées habituellement dans les centres de loisirs (maquillage pour filles, sports pour garçons).

Parmi ces diverses jeunesses se côtoyant dans la commune, et cela n'est pas spécifique à Plan-les-Ouates, les jeunes hommes de classe populaire sont ainsi les plus visibles et « à risque ». Les personnes rencontrées, autant habitant·es qu'intervenant·es, estiment qu'une réponse adaptée a été amenée par les services socioéducatif, scolaire et policier. On note le nombre impressionnant de propositions socioculturelles dans la commune et le quartier : sportives, artistiques, sociales, d'accompagnement individuel, d'aide à la formation, de prévention des risques et de la violence. Socialisés comme plus légitimes à occuper l'espace public, les jeunes hommes ressortent comme les « *plan-les-ouatiens par excellence* ». Extrêmement attachés à leur commune, et encore plus au quartier du Vélodrome, certains de ces jeunes hommes souhaitent y travailler plus tard, prennent soin des lieux, font preuve de prudence et « *protègent* » leur territoire lorsque d'autres jeunes y viennent. Cette appartenance, doublée du tissu très dense en termes socioéducatifs fait également naître des générations relativement soudées ; ils ont grandi ensemble à la garderie, au Japlo, puis à l'école, au Vélo-D, au Locados. Plusieurs habitant·es estiment que le fort besoin de « cadrage » durant l'adolescence est rempli par les diverses structures mises en place. D'autres, considèrent, au contraire, que ces structures sont faites justement pour « *ces jeunes-là dont les familles ne s'en occupent pas* ».

Face à ce besoin (réel ou supposé) de cadrage, d'autres habitant·es, encore, estiment au contraire qu'un espace de liberté manque à la jeunesse. Les nuisances repérées et vécues par certain·es voisin·es seraient à relier au fait que, faute d'espace « à soi », les jeunes traînent au milieu du quartier, « *c'est normal, ils n'ont pas d'endroit pour eux* ». Plusieurs personnes indiquent que le point de rendez-vous des adolescent·es est « *derrière l'école* », dans les descentes d'escaliers vers les sous-sols ou auprès de voitures stationnées sur le trottoir faisant émettre de la musique grâce aux hauts-parleurs. Seulement au Vélodrome, derrière l'école c'est aussi devant les villas, ce qui a engendré par moments des discussions assez houleuses avec les riverain·es.

¹⁰ Voir à titre d'exemple la recherche récente d'un collectif de l'Université de Genève concernant la présence des femmes genevoises dans l'espace public : <https://www.geneve.ch/sites/default/files/2020-11/campagne-ozsv-resume-geneve-ville-egalitaire-rapport-enquete-2020.pdf>

Une demande qui ressort fortement est ainsi celle d'un espace approprié, qui échappe à l'intervention socioéducative ou parentale, et dans lequel les jeunes pourraient « être libres » d'écouter de la musique tard, de bavarder, de simplement passer du temps ensemble. Autrement dit pour certain·es, « *un gamin qui ne fait pas de bêtise, c'est pas un gamin* », reprenant à leur compte certaine représentation populaire de la condition juvénile (« il faut que jeunesse se fasse », voir Hoggart, 1971). Cette problématique est également à relier à la densification démographique et urbanistique du quartier, les espaces précédemment vides étant désormais construits.

4.3. Faire vivre le quartier. Accomplissements et limites de la participation

Plusieurs intervenant·es relèvent des difficultés de la participation citoyenne largement représentée - « *c'est toujours les mêmes* » qui participent. A titre d'exemple : des projets emblématiques (tel le Plotager – petit espace de jardins familiaux sur le Mail) ou émergents (tel le Café des Parents). En même temps, l'administration parle des difficultés à recevoir des propositions pour le budget participatif.

Certes, d'une part, dans un volume grandissant de la population, des groupes différents ont des attentes, des visions, des enjeux et des moyens différents de l'appropriation des lieux. D'autre part, la participation peut se manifester sous d'autres formes que celle cadrée par les structures attirées de la convivialité. Pour exemplifier, on a tantôt des coopératives auto-organisées d'habitation (dans la zone villas), tantôt des pratiques spontanées d'occupation quotidienne de l'espace - dans le fait, par exemple, de s'approprier la terrasse du Champ Ravy pour des goûters « sauvages ». Egalement, lors de la discussion de groupe les rassemblements confessionnels ont été mentionnés comme animant la commune en fin de semaine. Nous n'oublions pas non plus à ce sujet l'Association Amis du Four à Pain de Plan-les-Ouates, toujours présente auprès du public lors des fêtes.

Champ Ravy

La réalisation de Champ Ravy a été un tournant symbolique et social crucial. Ouvert en 2018, sous l'impulsion de la VAQ (Vélodrome Association de Quartier), il peut être qualifié de centre communautaire multifonctionnel. Le bâtiment abrite sur environ 300 m² plusieurs locaux destinés à des activités de loisirs gratuites ou à des prix très accessibles (10 chf/personne/heure). Sa naissance est liée à la démolition de la Maison Ravy, ancienne bâtisse qui appartenait à la commune qui représentait un espace de quartier historique, et qui a laissé la place à des immeubles. En particulier on mentionne comme espaces Le Ravy, restaurant géré par Caritas Genève, lieu de formation-réinsertion, VeloD (partie du Locados gérée par un comité dont les animateurs·trices sont rattaché·es à la FASe - photo de gauche ci-dessous), le P'titdrome (« espace collaboratif de jeux » qui accueille les enfants de 0 à 6 ans sous la responsabilité des parents – photo de droite ci-dessous). Parmi une vingtaine d'activités proposées, on peut citer le théâtre avec enfants, les cours d'anglais et celui d'informatique pour les seniors, le café des parents.



Notamment ce dernier, fournissant un soutien à la parentalité basée sur la « discipline positive » et animée par une mère habitante du Vélodrome, est qualifié de grand succès par une de nos interlocutrices privilégiées, membre du comité de gestion de Champ Ravy.

L'ensemble des activités en lien avec les enfants et (pré)adolescent-e-s, telles l'activité de l'APEPLO (l'Association des parents d'élèves), le réseau des mamans de jour et leur lien avec l'association de la Ludothèque (qui fête ses 30 ans d'ancienneté !), fédèrent des importantes énergies communautaires, participatives et solidaires. Concrètement, surtout les femmes, bien que jeunes elles sont plutôt absentes des ces espaces publics et communautaires (comme on l'a vu dans la section précédente), elles apparaissent, au contraire, comme très présentes en tant que mères, assistantes maternelles, patrouilleuses, militantes associatives, enseignantes etc., dans la mesure où elles investissent activement le « *care* ».

Care

Care demeure dans sa version anglaise, car signifiant à la fois soin(s), donner/ prodiguer du soin, tenir à, aimer, se préoccuper de. Le concept se réfère à un idéal maternel de don, amour et responsabilité, et s'objective dans l'écoute, l'empathie, la sollicitude, toutes des qualités assignées en priorité aux femmes dès la socialisation primaire. Il renvoie également à la division genrée du marché de l'emploi, à la prédominance féminine dans les secteurs qui représentent l'extension des rôles traditionnels de la sphère domestique (la santé, l'éducation, les services à la personne). Dans les économies libérales ce sont également des secteurs caractérisés par des moindres salaires, du travail à temps partiel, moins de perspective de carrière, etc. Autrement dit, le *care* est au cœur des emplois de service, très féminisés, caractérisés par la discrétion, la routine l'anonymat et l'invisibilité, le travail qu'on délègue volontiers à autrui. Cependant, dans ce contexte de l'encrage dans le quartier, le *care* apparaît comme une marque d'appartenance et il est au contraire, visible, présent, voire un atout d'intégration.

L'espace du restaurant est particulièrement chargé d'enjeux. Ouvert en semaine de 9h à 18h, proposant une cuisine chaude réalisée sur place et des plats à l'emporter, le restaurant avec sa terrasse juxtapose une place de jeu et se fait régulièrement « squatter » par des « *mamans avec leurs enfants qui passent les après-midis sur la terrasse en été, souvent en apportant leur propre pique-nique* » au point qu'un de nos interlocuteurs appelle cela « *réunions du Syndicat* », en raison notamment des revendications territoriales de ce groupe informel

« Au début, c'était un resto un peu compliqué. Mais (...) on est ouvert. C'est-à-dire dans le sens où on prend les requêtes du personnel, des clients, on parle. On a même parlé avec des clients autour d'une table, avec les chefs, etc., pour voir ce qui n'allait pas, ce qu'il allait. Ça s'arrange toujours... on trouve des solutions. Parce que les gens, ils aiment bien aussi cet état d'esprit là. Ils viennent aussi pour ça. C'est aussi à nous de nous adapter aussi. »

Sur cette base pacifique, où on accepte par principe que « *le restaurant n'est pas un vrai restaurant, mais partie d'une Maison de quartier* », il existe néanmoins des visions et des manières de faire antagonistes,

liées à l'espace, au bien commun, aux besoins des uns et des autres. Le personnel du restaurant parle de certaines tensions, voire des conflits avec le « Syndicat », l'ayant amené à réaffirmer des règles de bonne conduite (voir image ci-dessous). Remarquons à ce propos que les enjeux d'appropriation de l'espace sont différents selon si l'on est à l'intérieur ou à l'extérieur. A ce sujet, la VAQ parlait au temps de la Maison Ravy (cf. à une lettre adressée à un des conseillers administratifs en 2008¹¹) de la nécessité d'un espace disponible 7 jours sur 7, doté d'équipements minimes pour être investi de l'extérieur (tables, chaises, espace grillades, toilettes publiques). Or, cela manque effectivement dans le projet actuel, les tensions mentionnées en sont peut-être une conséquence.



Pour certaines de nos interlocuteurs·trices, ce besoin de lien, d'une identité socio-spatiale plus unifiée, d'un chez soi comme appartenance forte au lieu, s'exprime en rapport avec une « ambiance ». Elles·ils déplorent le manque d'un ou plusieurs lieux « rassembleurs, avec des cafés sympathiques, avec du charme, comme à Carouge, la Place du Marché ». A ce propos, le Champs Ravy gagne devant la Julienne (café de la Maison de la culture et de Arts de PLO, placée au bord de la Route de St. Julien) parce qu'il est calme, placé dans un espace piéton, mais perd quant à la fréquentation. Et au final, en tant que lieux « gravitationnels », les deux espaces café-restaurant apparaissent tout aussi insatisfaisants comparés à la simplicité accueillante du café du centre commercial de la Migros. Le « vrai » café ou un tea-room boulangerie avec « de quoi offrir un gouter bon et pas cher aux enfants sortant de l'école » a été un thème récurrent autour duquel on a exprimé son insatisfaction :

¹¹ http://www.velodrome-association.ch/association/doc_public/LETTRE%20A%20SEYDOUX.pdf

« La vie pour moi c'est pas ça. C'est-à-dire qu'on passe sur une place, on se rencontre, on dit bonjour, on boit un café... Il y a de la vie... Et moi j'ai habité dans beaucoup de quartiers en Ville de Genève, et j'ai toujours trouvé dans tous les quartiers où j'étais, un lieu où il y avait de la vie. Et simplement, j'ai cette sensation qu'(ici) il n'y a pas. »

D'autres espaces « poches » ou interstitiels, comme les arcades ou le « carré » (espace avec allées et bancs entre les immeubles) sont investis selon les moments de la journée par des personnes comme les ouvriers de la ZIPLO pendant les pauses ou des enfants en trottinettes « *non-surveillés par leurs parents* ».

De manière générale, trois types d'attitudes se cristallisent par rapport à la participation citoyenne :

- 1) Les habitant·e·s de la zone villas qui manifestent peu d'intérêt de participer à certains événements plus « urbains », qui formalisent le lien social – comme l'encadrement des loisirs par l'animation socio-culturelle de la FASE ; leur problématique est surtout celle de l'agrandissement du quartier, de l'arrivée du tramway, de la disparition des arbres au profit du béton, du plus important « passage » d'humains et de véhicules.
- 2) Les résident·es des immeubles, qui sont volontiers usager·ères des actions socioculturelles, mais peinent à s'emparer du soutien aux projets indépendants
- 3) Des habitant·es « investi·es » qui souhaitent plus de « vie » dans le quartier, mais hors institutions ; la problématique ici est de pouvoir favoriser une participation à la vie de quartier qui émerge d'elle-même, dans des lieux populaires, de rencontre, sans projet social ou contrôlé, mais qui donne du liant.

4.4. Appréhension du futur – la ville en expansion : qu'est-ce qu'un « bon quartier » ?

Un dernier axe est représenté par l'anticipation de « problèmes » liés aux nouvelles constructions et populations urbaines. Les élu·es et les intervenant·es souhaitent préparer au mieux cette modification de leur population bénéficiaire, elles·ils ont réussi à se voir octroyer des espaces « sociaux » dans les nouvelles constructions, mais craignent ne pas avoir la capacité humaine. Un élu, qui met en avant sa vision fonctionnaliste de l'espace urbain, qu'il intitule « *bateau de croisière* », émet la crainte que l'offre ne soit assez large (sorte de balisage de toutes les populations qui pourraient être en demande) :

« Les Sciers - il y a beaucoup trop d'enfants par rapport à l'offre sociale qu'on peut leur apporter. Pourtant on complète, on rajoute. Mais si on est pas prêts dans quatre ans, avec ce centre de quartier, cette maison de quartier, ça va être très très compliqué... Est-ce que la qualité de vie quand ils sortent de la porte de l'immeuble elle est assurée ? ... Moi mon problème c'est quand ils sortent de l'immeuble et vont dans l'espace public. Où je dirige l'ainé ? Où je dirige le jeune ? Où je dirige l'enfant ? Où je dirige le parent ? »

Soumise au groupe, la discussion sur l'avenir a fait ressortir l'idée de la « bonne mobilité » – si ces nouveaux ensembles sont bien desservis par les routes, des allées, par des ressources humaines, cela devrait être moins inquiétant qu'il ne paraît à premier abord. Avec ces interlocuteurs, professionnels de l'action sociale, on peut se poser la question si un « bon quartier » n'est pas plutôt celui où la plupart des activités vivent d'elles mêmes, sans qu'on ait besoin de « diriger » les habitant·es, mais plutôt de les accompagner.

5. Défis et enjeux du « bien vivre ensemble » : analyse transversale

Force est de constater, à l'issue du travail ethnographique et de l'analyse, que **les actrices et acteurs rencontrés n'identifient pas de « gros problème » au Vélodrome** ou à Plan-les-Ouates. Globalement, se confirme un certain décalage entre la représentation médiatique du quartier - alarmiste, construite autour des faits divers - et la réalité des expériences. Qu'il s'agisse de la sécurité, du lien social, des infrastructures socioculturelles ou des services, les personnes rencontrées manifestent de la satisfaction et un attachement fort à leur quartier, leur commune. Certains craintes ou mécontentements sont exprimés par les personnes rencontrées, mais ils sont soit ponctuels – un évènement dramatique, un·e jeune qui « file du mauvais coton », etc., soit prospectifs – on anticipe les éventuels effets négatifs de tel nouveau bâtiment, telle dynamique, etc.

Le matériau récolté permet néanmoins de formuler trois réflexions transversales, qui, si elles ne pointent pas des « problèmes », **constituent des défis au « vivre ensemble » dans le quartier.**

1) Un premier enjeu, qui émerge des représentations mentales du territoire, des entretiens et des conversations, est l'idée de *centre*. Le Vélodrome étant pensé par certain·es comme un quartier presque autonome, une sorte de « village dans le village », **déterminer la « place du village »** (c'est-à-dire l'endroit central qui fédère les habitant·es et leur permet de se rencontrer) est nécessaire. Dans ce sens, le Champ Ravy est le candidat idéal, d'autant plus qu'il est né d'une démarche impliquant les habitant·es. Toutefois, pour des raisons qui ont été explicitées, CR n'apparaît pas comme « le centre ».

2) Deuxièmement (et en étroit lien avec le premier enjeu), la rencontre avec des habitant·es et les observations ont montré que, et cela est lié à l'histoire urbanistique du Vélodrome, **le quartier ne contient pas (encore) de « tiers-lieu ».**

Tiers lieu

Ce concept, forgé par le sociologue étatsunien Ray Oldenburg (1989), décrit les espaces publics qui permettent de se rassembler, de se croiser, d'échanger, et cela de manière informelle. Des lieux comme les cafés, les bars de quartier, les coiffeurs ou encore les kiosques sont, selon Oldenburg, fondamentaux dans l'équilibre urbain : ils créent un sentiment communautaire, favorisent l'entraide, la vie politique et le brassage social, brisent l'isolement, et permettent de fluidifier la communication et de désamorcer les petits conflits. Plusieurs critères définissent un tiers-lieu : il doit être neutre, sans obligations, sans redevabilité, sans « programme » - on y va pour rencontrer l'autre et converser. Il doit être un « niveleur social », c'est-à-dire accepter tout le monde et ne pas être marqué par une appartenance (de classe socioéconomique, ethnique, culturelle). Il doit finalement être simple, ludique, léger, n'importe qui doit se sentir habilité·e à s'approprier l'endroit et en faire sa « deuxième maison ». Remarquons que ces espaces ont aussi vocation à être récupérés par l'économie néolibérale et par les pouvoirs publics. Par exemple la création des *co-working spaces* dans les projets d'urbanisme comme par certaines enseignes commerciales, des espaces de l'art contemporain dans les friches gentrifiées font partie d'une telle « domestication de la contre-culture » (Pattaroni, 2020). C'est pourquoi, certain·es vont plus loin et parlent de « quart lieux », espaces capables d'échapper à cette récupération en se réinventant.

Plusieurs personnes notent qu'un tel lieu manque au Vélodrome, ce que nos observations tendent à valider : les lieux de rassemblement, qui permettent la rencontre, sont en effet tous labellisés comme tels et « attendent » la participation des habitant·es. Champ Ravy par exemple, qui pourrait remplir cette fonction, appartient à la commune (il est donc marqué) et est un espace dédié à la participation (il existe une forme de tâche, d'obligation, un contrat participatif implicite). Le paradoxe de cet enjeu est qu'un tiers-lieu ne peut pas être « planifié » ou émaner d'une politique publique : il doit être indépendant, spontané. Et non en dernier lieu, ouvert tard le soir et pendant les week-ends. Le temps, ainsi que la mise à disposition de locaux en dehors d'une planification socioculturelle (c'est-à-dire des cafés, « l'épicerie du coin », etc.) peuvent néanmoins favoriser son émergence.

3) Le troisième enjeu est lié à ce qui constitue la « **bonne cohésion sociale** ». Chacun et chacune a une perception subjective de ce qu'est une « bonne » vie de quartier, une « bonne » ambiance, une « bonne » entente avec ses voisin·es, un « juste » équilibre entre temps pour soi et temps d'activités collectives. Autrement dit, toute personne a des besoins mais aussi des attentes différenciées, qui sont en partie déterminées par des propriétés sociales comme la classe socioéconomique, le genre, l'activité professionnelle, l'état de santé, ou l'âge. On voit ainsi à PIO que certaines personnes souhaitent uniquement « participer » lors des fêtes officielles (1^{er} août, Escalade, etc.) alors que d'autres manifestent l'envie d'organiser elles-mêmes des moments de rencontre ; que des

habitant·es devenues parents, souhaitent davantage de lien et activités qu'auparavant ; qu'une fois à la retraite elles·ils souhaitent s'engager différemment, etc.

Il existe donc une complexité inhérente liée au fait que tout le monde ne souhaite pas la même chose, que parfois les besoins et les attentes de tout·es ne peuvent que difficilement, si ce n'est pas du tout, être articulées ensemble. Parallèlement, le mandat de l'État et de ses intervenant·es est d'assurer la « participation citoyenne », et ce d'autant plus pour les personnes dont on a l'impression qu'elles manquent de ressources (qui sont peut-être très ou peu intéressées à « participer »).

Afin de sortir de ce paradoxe une piste est proposée par la philosophe étatsunienne Nancy Fraser (2003) dans ce qu'elle appelle la « parité participative » : il s'agit de s'assurer que chacun·e *ait les possibilités de participer*, mais de leur laisser *le libre choix de participer ou non*. Le rôle de l'État est alors de supprimer les obstacles à la parité (par exemple le manque de moyens, la mobilité réduite, les discriminations) et de proposer des *arènes de participation sociale*. De cette manière, selon Fraser, les habitant·es « *peuvent participer en tant que paires, de toutes les manières et dans tous les lieux qu'elles choisissent d'investir* » (2003 : 232). Cela signifie en même temps que le choix de ne pas participer est respecté, que personne ne « doit » participer plus que les autres à une activité socioculturelle, et que toutes les activités souhaitées par les habitant·es ont la même valeur morale et sociale. Si un tel contrat social peut paraître excessivement libéral car il postule que chacun·e est « responsable » de sa participation, il ne reste pas moins que les pouvoirs publics sont décisifs dans la mise à disposition des arènes de participation.

Finalement, cette idée invite à délibérer régulièrement, *avec* les habitant·es, dans les arènes de participation proposées ou à inventer, sur les modalités, les manières de s'assurer de la parité. Ces délibérations créeraient déjà en elles mêmes une « vie ». Dans ce sens, nous pouvons constater que notre étude, tout en intriguant certain·es de nos interlocuteurs·trices, a pu avoir par des moments exactement cet effet : on discute, on a des revendications à transmettre, on veut changer certaines choses.

Bibliographie

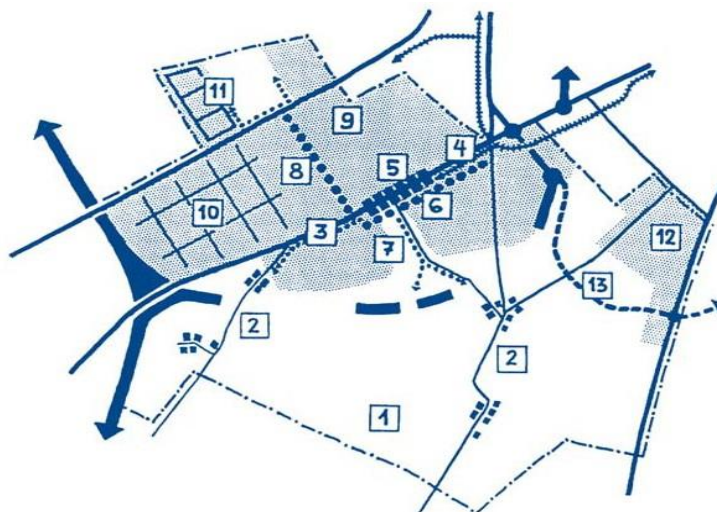
- Amos, Ch. (2012). *Logements sociaux, mixité sociale et relations de voisinage : enjeux et facteurs d'influence : enquête de terrain auprès d'habitants de HBM à Plan-les-Ouates*, Mémoire de bachelor : Haute école de travail social de Genève.
- Authier, J., Bacqué, M. & Guérin-Pace, F. (2007). *Le quartier*. Paris : La Découverte
- Beaud, S. et Weber F. (1997). *Guide de l'enquête de terrain*. Paris : La Découverte,
- Becker, H. et R. Faulkner 2011. *Qu'est-ce qu'on joue maintenant ? Le répertoire de jazz en action*. Paris : La Découverte.
- Breviglieri, M. (2013). Une brèche critique dans la « ville garantie » ? Espaces intercalaires et architectures d'usage, in Cogato-Lanza, E., Pattaroni, L., Piraud, M. et Tirone, B., *De la différence urbaine. Le quartier des Grottes* / Genève : Métis Press : 213-236
- Bulut T. (2004). Les frontières et territoires intra-urbains : évaluation des pratiques et discours épilinguistiques, dans *Multilingual cities. Perspectives and insights on languages and cultures in urban areas*, Forum Editrice Universitaria Udinese, Udine: 111-125.
- Cartier, M., Coutant, I., Siblot, Y., Masclet, O. (2008). *La France des « petits-moyens »: Enquête sur la banlieue pavillonnaire*. Paris: La Découverte.
- Castel R. (2003). *L'insécurité sociale. Qu'est-ce qu'être protégé ?* Paris : Seuil et La République des Idées.
- Clair, I. (2010). « France. Des filles en liberté surveillée, dans les espaces ruraux et périurbains aujourd'hui ». Dans : Véronique Blanchard éd., *Les jeunes et la sexualité: Initiations, interdits, identités (XIXe-XXIe siècle)*. Paris : Autrement.
- Coutant, I. (2005). *Délit de jeunesse : La justice face aux quartiers*. Paris : La Découverte.
- Desjardins X. (2017), Les espaces périurbains : une marge urbaine à soigner ou une nouvelle banalité territoriale ?, *Bulletin de l'association de géographes français*, 94-3 : 489-501.
- Dubet, F. (2014). Cultures juvéniles et régulation sociale. *L'information psychiatrique*, 90 : 21-27.
- Hoggart R. (1971). *La culture du pauvre. Étude sur le style de vie des classes populaires en Angleterre*. Paris : Minuit.
- Laplatine (1996). *La description ethnographique*. Nathan Université
- Lefrançois D. (2014). *Le parking dans les grands ensembles*. Paris : Éd. de la Villette.
- Lynch, K. (1960). *The Image of the City*. The M.I.T. Press /Massachusetts Institute of Technology Cambridge, Massachusetts, and London, England
- Mucchielli, L. (2012). *Vous avez dit sécurité ?* Nîmes : Champ social.
- Fraser N. (2003), *Redistribution or recognition?: a political-philosophical exchange*. Avec Axel Honneth. Londres, New York: Verso.
- Olivier De Sardan, J.-P.(1995). « La politique du terrain », *Enquête*, 1 : 71-109.
- Oldenburg, Ray, 1989, *The Great Good Place: Cafes, Coffee Shops, Bookstores, Bars, Hair Salons, and Other Hangouts at the Heart of a Community*, Saint-Paul: Paragon House.
- Pattaroni L. (ed.), 2020. *La contreculture domestiquée : art, espace et politique dans la ville 'gentrifiée'*, Genève : Metispress.
- Retière J-N., 2003. Autour de l'autochtonie. Réflexions sur la notion de capital social populaire. In: *Politix, Troisième trimestre Fréquentations militantes* 16-63 : 121-143.
- Tourelle É. (2016). Cartes mentales et autres techniques projectives visuelles. Dans : , É. Tourelle, *Les outils qualitatifs en géographie: Méthodes et applications* (pp. 117-141). Paris: Armand Colin.
- Wright Mills C. (2007). *L'imagination sociologique*. Paris: La Découverte

Annexe

Les 13 options du plan directeur communal de Plan-les-Ouates

Dans son plan directeur communal (1991, révisé en 95-96), la commune de Plan-les-Ouates a choisi un concept en 13 options.

- Option 1 : Protéger et mettre en valeur le coteau
- Option 2 : Sauvegarder les hameaux, étudier les possibilités de développement compatibles avec leur protection
- Option 3 : Réaménager et mettre en valeur la route de St-Julien, axe local majeur de la commune
- Option 4 : Assurer une desserte performante de Plan-les-Ouates et de la ZIPLO par les transports publics
- Option 5 : Protéger et mettre en valeur le village de Plan-les-Ouates
- Option 6 : Protéger, entretenir et mettre en valeur le mail et son prolongement
- Option 7 : Éviter toute extension vers le coteau du secteur urbanisé compris entre Trapaloup et Trèfle Blanc
- Option 8 : Poursuivre le développement du Vélodrome sur la base du schéma directeur de quartier
- Option 9 : Aménager de façon cohérente les terrains encore libres dans le quartier des Voirets
- Option 10 : Densifier et structurer la ZIPLO
- Option 11 : Réaliser dans la plaine de l'Aire un centre sportif intercommunal
- Option 12 : Densifier modérément la quartier de Drize-La Chapelle
- Option 13 : Maitriser les effets de la route inter-quartiers entre le Bachet-de-Pesay et Pinchat.



« Les 13 options du plan directeur de Plan-les-Ouates »

Direction de l'aménagement du territoire, *Cahier de l'aménagement 6*. Plans directeurs localisés, État de Genève, 2003, p. 24.